

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°...../AONO/MINTOUL/CIPM/2026 DU

RELATIF A LA RÉALISATION D'UNE ENQUÊTE SUR LES VOYAGES SCOLAIRES COMME LEVIER DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME INTERNE AU CAMEROUN

1- Objet

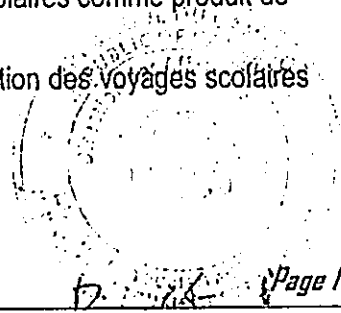
Le Ministre du Tourisme et des Loisirs lance, pour le compte de son département ministériel, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation d'une enquête sur les voyages scolaires comme levier de développement du tourisme interne au Cameroun sur financement du Budget d'Investissement Public de l'exercice 2026.

2- Consistance de la prestation

L'objectif principal de cette enquête statistique est d'analyser la contribution des voyages scolaires au développement du tourisme interne au Cameroun, en vue de formuler des recommandations stratégiques pour leur structuration, leur promotion et leur intégration dans les politiques touristiques nationales.

De façon spécifique, le consultant retenu devra :

1. Identifier les pratiques actuelles des voyages scolaires (fréquence, destinations, types d'activités) :
 - Elaborer la typologie des voyages scolaires pratiqués ;
 - Evaluer la fréquence et la durée des voyages disponibles ;
 - Cartographier les destinations scolaires pratiquées.
2. Évaluer le niveau d'implication des établissements scolaires publics et privés dans l'organisation des voyages scolaires :
 - Analyser le niveau d'implication des établissements scolaires publics et privés dans l'organisation des voyages scolaires ;
 - Identifier les mécanismes d'organisation interne des voyages scolaires.
3. Analyser les retombées économiques et touristiques des voyages scolaires :
 - Estimer les retombées économiques locales de l'organisation des voyages scolaires ;
 - Mesurer la contribution à la fréquentation touristique l'organisation des voyages scolaires ;
4. Identifier les contraintes institutionnelles, financières, logistiques et sécuritaires liées à l'organisation des voyages scolaires :
 - Recenser et analyser les contraintes majeures liées à l'organisation des voyages scolaires ;
 - Recenser les obstacles réglementaires et sécuritaires liées à l'organisation des voyages scolaires.
5. Apprécier le niveau de collaboration entre les acteurs du secteur éducatif et ceux du tourisme :
 - Identifier et cartographier les acteurs du tourisme scolaire impliqués dans l'organisation des voyages scolaires ;
 - Analyser le niveau de collaboration intersectorielle dans l'organisation des voyages scolaires.
6. Proposer des mécanismes de structuration et de promotion des voyages scolaires comme produit de tourisme interne :
 - Formuler des recommandations stratégiques structuration et de promotion des voyages scolaires comme produit de tourisme interne ;
 - Proposer les modèles de structuration du tourisme scolaire.



3- Tranches/Allotissement

Les prestations, objet du présent appel d'offres, sont organisées en un (01) lot unique.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de FCFA Toutes Taxes Comprises (TTC) cinquante millions (50 000 000).

5- Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution est de quatre (04) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations. Ce délai comprend le temps nécessaire au Maître d'Ouvrage pour apprécier les différents rapports qui seront soumis à son évaluation dans le cadre de ce marché.

6- Participation et origine

Le présent Appel d'Offres est ouvert aux cabinets et/ou groupements de cabinets ayant une compétence avérée en la matière.

7- Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2026 sur l'imputation 60 23 262 1 33000008 0473 361314.

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *la soumission en ligne*.

9- Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, acquittée à la main délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à un million (1 000 000) Francs CFA valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres. Cette caution doit être timbrée et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, timbrée et assortie du récépissé délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre. De plus, une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Outre la version numérique à téléverser dans la plateforme COLEPS, les versions physiques de la caution de soumission et du récépissé de consignation des fonds à la CDEC doivent être remises par les soumissionnaires à la Commission Interne de Passation des Marchés au cours de la séance d'ouverture des plis conformément aux dispositions du point 469 de la Circulaire relative à l'Exécution des Lois de Finances pour l'exercice 2026.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics au Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2^{ème} étage.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ainsi que sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être retirée dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics au Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2^{ème} étage, sur présentation de l'original d'une quittance de soixante-cinq mille (65 000) francs CFA non remboursable, payable uniquement au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

a) Mode de soumission en ligne

Les offres sont établies en français ou en anglais.

Les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le..... à 11 heures.

Dans le même délai que ci-dessus, une copie de sauvegarde enregistrée sur deux clés USB ou deux CD/DVD comprenant d'une part, le dossier administratif et l'offre technique et d'autre part, l'offre financière placée chacune dans une enveloppe distincte précisant « DOSSIER ADMINISTRATIF ET OFFRE TECHNIQUE » et « OFFRE FINANCIERE » selon le cas, l'ensemble placé dans une grande enveloppe commune, qui devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde ». Cette grande-enveloppe devra également être déposée sur décharge et portera la mention :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 006

/AONO/MINTOUL/CIPM/2026 DU 11.08.2026

POUR LA RÉALISATION D'UNE ENQUÊTE SUR LES VOYAGES SCOLAIRES COMME LEVIER DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME INTERNE AU CAMEROUN.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

b) Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission en ligne ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission non timbrée, non accompagnée du récépissé de la CDEC ou n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. L'absence de la copie physique de la caution de soumission et du récépissé de consignation des fonds délivré par la CDEC lors de l'ouverture des plis, entraînera également le rejet de l'offre.

14- Ouverture des offres

Elle se fera en deux temps ainsi qu'il suit :

- L'ouverture des dossiers administratifs et des offres techniques aura lieu le 10 AVR 2026 à partir de 12 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation

des Marchés, siégeant dans la salle de conférences annexe, porte 119, 1er étage de l'immeuble abritant les services centraux du Ministère du Tourisme et des Loisirs à Yaoundé ;

• A l'issue de l'analyse des dossiers administratifs et des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera réalisée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires ayant eu la capacité juridique requise et ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 75 points sur 100.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix ayant une parfaite connaissance de leur offre.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

15- Critères d'évaluation

15.1- Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires ci-après sont valables autant pour l'évaluation du dossier administratif que pour l'évaluation des offres techniques et financières.

Il s'agit :

15.1.1 de l'absence de la copie numérique dans COLEPS ou de la copie physique de la caution de soumission conforme aux prescriptions du DAO et du récépissé délivré par la CDEC, à l'ouverture des plis ;

15.1.2 de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;

15.1.3 des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

15.1.4 de la présence dans l'offre technique des informations relatives à la proposition financière ;

15.1.5 du non-respect du profil du Chef de Mission (avoir une note inférieure à 7/10 pour le chef de mission)

15.1.6 de l'obtention d'une note technique inférieure à 75 points sur 100 ;

15.1.7 de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de marchés au cours des trois dernières années ;

15.1.8 du non-respect du format de fichier des offres ;

15.1.9 de l'absence de la copie de sauvegarde. Ce critère est applicable essentiellement lors de la nécessité d'utiliser les copies de sauvegarde dans les cas limitatifs prescrits par la réglementation en vigueur ;

15.1.10 de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;

15.1.11 de l'absence d'un élément de l'offre financière conforme aux prescriptions du DAO (la soumission, le BPU et le DQE) ;

15.1.12 de l'absence des preuves d'acceptation des conditions du marché ;

15.1.13 de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;

15.1.14 de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.2- Les critères essentiels

N°	CRITERE	NOTE (en points)
1	Capacité et solvabilité financière	15
2	Références du Bureau d'Etudes	127
3	Compréhension des Termes de Références	15
4	Méthodologie et planning d'exécution de la mission	120
5	Expérience et qualification du personnel clé affecté à la mission	135
6	Matériels et équipements	15
7	Présentation générale de l'offre	13

16- Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui disposera des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont la note finale sera celle la plus élevée.

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

La note finale N sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

$$N = \frac{80 \times \text{Note technique (Nt)} + 20 \times \text{Note financière (Nf)}}{100}$$

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit Fm le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule : $Nf = (100 \times Fm)/F$.

Fm = le montant de la proposition la moins disante ;

F = le montant de la proposition considérée.

Le soumissionnaire ayant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché par le Maître d'Ouvrage.

17- Nombre maximum de lots

Les prestations, objet du présent appel d'offres, sont organisées en un (01) lot unique. Ainsi, tout candidat ne pourra soumissionner que pour ce seul lot.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

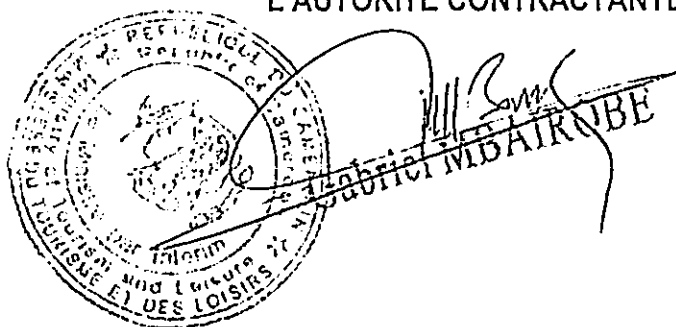
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics au Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, Tél : 222 22 35 69. ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le MO/MOD au numéro 222 238 886.

Yaoundé, le 06 JUIL 2026

L'AUTORITE CONTRACTANTE



Ampliation:

- MINMAP / ARMP ;
- Président CIPM/MINTOUL ;
- SOPECAM, Aflichago/Chronos

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No/ONIT/MINTOUL/CIPM/2026 OF !.....
**FOR A SURVEY ON SCHOOL TRIPS AS A LEVER FOR THE DEVELOPMENT OF
 DOMESTIC TOURISM IN CAMEROON**

1-Subject

The Minister of Tourism and Leisure is launching, on behalf of his ministerial department, a National Opened Invitation to Tender to carry out a survey on school trips as a lever for the development of domestic tourism in Cameroon to be financed by the Public Investment Budget for the 2026 financial year.

2-Contents of Service

The main objective of this statistical survey is to analyze the contribution of school trips to the development of domestic tourism in Cameroon, with a view to formulating strategic recommendations for their structuring, promotion and integration into national tourism policies.

Specifically, the selected consultant will be required to:

1. Identify current practices of school trips (frequency, destinations, types of activities);
 - Develop a typology of school trips undertaken;
 - Evaluate the frequency and duration of available trips;
 - Map the destinations used for school trips.
2. Evaluate the level of involvement of public and private schools in the organization of school trips;
 - Analyze the level of involvement of public and private schools in the organization of school trips;
 - Identify the internal organizational mechanisms of school trips.
3. Analyze the economic and tourism impact of school trips;
 - Estimate the local economic impact of organizing school trips;
 - Measuring the contribution of school trips to tourist numbers;
4. Identify the institutional, financial, logistical and security constraints related to the organization of school trips;
 - Identify and analyze the major constraints related to the organization of school trips;
 - Identify regulatory and security obstacles related to the organization of school trips.
5. Assess the level of collaboration between stakeholders in the education sector and those in the tourism sector;
 - Identify and map the stakeholders in school tourism involved in the organization of school trips;
 - Analyze the level of intersectoral collaboration in the organization of school trips.
6. To propose mechanisms for structuring and promoting school trips as a domestic tourism product.
 - Formulate strategic recommendations for structuring and promoting school trips as a domestic tourism product;
 - Propose models for structuring school tourism.

3- Tranches/Lotment

The contract is organised in one (01) single lot.

Details for the nature of the services are provided in the Terms of Reference (ToR) of this Tender File (TF).

4- Estimated cost

The estimated cost of the project after the conduct of preliminary studies stands at FCFA fifty million (50,000,000) all taxes included.

5- Execution Deadline

The latest deadline for delivery of work shall be four (04) months with effect from the date of the notification of the order to start works.

~~This deadline takes into consideration the time taken by the contracting authority to assess the various reports submitted to him within the framework of this contract.~~

6- Participation and Origin

Participation to this invitation to tender is open to all companies and/or groups of companies with competence in the field.

7- Financing

~~The services to be provided following this invitation to tender shall be financed by the Public Investment Budget of MINTOUL for the financial year 2025 on the budget allocation 60 23 262 1 33000008 0473 361314.~~

8- Mode of submission

The mode of submission retained for this invitation to tender shall be *the online submission*.

9- Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 13 of the Tender File (TF), of an amount of one million (1 000 000) all-in amount in CFA francs and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. ~~This bid bond must be stamped and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC).~~

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts, stamped and accompanied by the receipt issued by the CDEC shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. In addition to the soft version to be uploaded to the COLEPS platform, hard copies of the bid bond and the receipt for the deposit of funds with the CDEC must be submitted by the bidders to the Internal Tenders Board during the bid opening session, in accordance with the provisions of point 469 of the Circular relating to the Implementation of the Finance Laws for the 2026 fiscal year.

10- Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the services of the Project Owner at the Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Public Contracts Service at the Ministry of Tourism and Leisure located at immeuble rose, door 210, 2nd floor.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or on the ARMP website (www.armp.cm).

11- Acquisition of Tender File

The hard copy of the file may be obtained from Department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance/Public Contracts Service of the Ministry of Tourism and Leisure located at the Immeuble Rose, door 210, 2nd floor, as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of sixty-five thousand (65, 000) CFA francs, to be paid only to the Public Treasury. It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees.

12- Submission of bids

a) Online submission method

Bids shall be drawn up in French or English.

The tender would have to be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than10/02/2026..... at 11.00 a. m.

Within the same delay as above, a backup copy recorded on two USB keys or two CDs/DVDs comprising, on the one hand, the administrative file and the technical offer and, on the other hand, the financial offer, each placed in a separate envelope specifying "ADMINISTRATIVE FILE AND TECHNICAL OFFER" and "FINANCIAL OFFER" as the case may be, the whole placed in a large common envelope, which must be sent in a sealed

envelope with the clear and legible indication "backup copy". This large envelope must also be submitted on discharge and should be labelled:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

**No/ONIT/MINTOUL/CIPM/2026 OF
FOR A SURVEY ON SCHOOL TRIPS AS A LEVER FOR THE DEVELOPMENT OF DOMESTIC TOURISM IN
CAMEROON**

"To be opened only during the Tender Opening Session"

b) Tender file size and format

The maximum sizes of documents to be uploaded on the platform and which shall constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats shall be as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder will ensure to use the compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13- Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate files.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the online bidding mode.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. An unstamped bid bond, not accompanied by the CDEC receipt or not relating to consultation concerned shall be considered as absent. The absence of a physical copy of the bid bond and the receipt for the deposit of funds issued by the CDEC at the time of the bid opening will also result in the rejection of the offer.

14- Opening of Bids

The opening of bids shall be done in two stages:

- The opening of administrative and technical bids shall take place on at 12 noon, local time. It shall be done by the Ministerial Tenders Board in the Annex Conference Hall, room 119, first floor, of the Ministry of Tourism and Leisure in Yaounde.

- The opening of financial bids shall take place under the same conditions at a later date. Only bidders with the required legal capacity and with a technical mark of at least 75 out of 100 shall be informed of that date.

Only bidders or any representative of their choice with perfect knowledge of the bid shall be allowed to take part in the opening of financial bids.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

15- Evaluation of Bids

15.1 Eliminary Criteria

The following eliminary criteria shall apply to the administrative bids, technical and financial bids:

- 15.1.1 Absence of the soft copy in COLEPS or of the hard copy of the bid bond conforming to the requirements of the tender document and the receipt issued by the CDEC, at the opening of the bids;
- 15.1.2 Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- 15.1.3 False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- 15.1.4 Presence of any information related to the financial bid in the technical file;
- 15.1.5 Non-compliance of the profile of the team leader (have a mark which is lower than 7/10 as team leader);
- 15.1.6 Technical mark of less than 75 on 100;
- 15.1.7 Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- 15.1.8 Failure to comply with bids file format;
- 15.1.9 Absence of a backup copy. This criterion is mainly applicable when it is necessary to use backup copies in the limited cases prescribed by the regulations in force;
- 15.1.10 Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- 15.1.11 Absence of an element in the financial offer conforming to the requirements of the tender file (submission, BPU and DQE);
- 15.1.12 Absence of evidence of acceptance of the market conditions;
- 15.1.13 Absence of integrity charter dated and signed;
- 15.1.14 Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

15-2 Essential criteria

No.	CRITERIA	MARK:
1	Financial capacity	/5
2	References of the consultancy firm	/27
3	Understanding of terms of reference	/5
4	Methodology and planning of project execution	/20
5	Experience and qualifications of key staff members	/35
6	Material and equipment	/5
7	General presentation of bids	/3

16- Awarding the contract

The contracting authority shall award the contract to the bidder with the most compliant offer and who has the required financial and technical capacities to execute the contract in a satisfactory manner and with the highest final mark.

Selection shall be done on a quality-cost basis, in accordance with the procedures described in this invitation to tender.

The final mark N shall be calculated by adding the technical mark to the financial mark, using the following formula:

$$N = \frac{80 \times \text{technical mark (Nt)} + 20 \times \text{financial mark (Nf)}}{100}$$

The financial mark (Nf) is calculated as follows:

The amount of the least costly bidder is Fm. His financial mark is 100 points. Other bidders' mark shall be calculated on the basis of the financial mark of the least costly bidder, using the formula: $Nf = (100 \times Fm) / F$.

Fm= the amount of the least costly bidder and F= the amount of the bid under examination

The bidder with the highest final mark shall be awarded the contract by the Contracting Authority.

17- Maximum number of lots

The services, the subject of this call for tenders, are organized into one (01) single lot. Thus, any candidate may only bid for this single lot.

18- Period of Validity of Bids

Tenders shall be valid for ninety (90) days with effect from the submission deadline.

19- Further information

Further information can be obtained from the Department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance/Public Contract Services at the Ministry of Tourism and Leisure located at Immeuble Rose, Door 210, 2nd floor, Tel: 222 22 35 69 or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20- Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or the PO on 222 22 35 69.

In addition, please call or send a sms to any of the following numbers 673205725/699370748 in case of any form of corruption or malpractices.

Yaounde, on 1.0.2018

THE CONTRACTING AUTHORITY

Copied to:

- MINMAP; ARMP;
- President ITB/MINTOUL;
- SOPECAM; Pasting/chrono.

